



Communiqué intersyndical Jeunesse & Sports suite à la rencontre avec la ministre : un premier échange nécessaire, des engagements personnels à transformer en feuille de route gouvernementale écrite, et beaucoup de flous encore.

À la suite de l'interpellation intersyndicale (UNSA, Cfdt, Solidaires, FSU, CGT) adressée à Madame Marina FERRARI, ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, l'ensemble des organisations syndicales du ministère a été reçu ce jeudi 6 novembre, en amont du CSA ministériel, dans un format d'échange exceptionnel souhaité par l'intersyndicale. **Faute d'engagement écrit de la part de la Ministre, qui doit revenir vers des arbitrages gouvernementaux, le boycott du CSA a été unanime.**

Pendant cet échange la ministre a exprimé sa **volonté de préserver l'unité du ministère Jeunesse et Sports**, de **reconnaître la spécificité des missions et des statuts des agents** qui le compose, et a affirmé que le **rapport IGESR de janvier 2025 (adéquation missions/moyens) ne constitue pas la feuille de route gouvernementale**. Elle a indiqué souhaiter maintenir l'organisation actuelle des services. Malgré des baisses budgétaires envisagées **soumises au débat parlementaire, elle affirme vouloir se battre** pour le budget de la Jeunesse et des Sports.

Si la ministre a tenu à se montrer rassurante, **ses propos relèvent pour l'heure d'une expression personnelle et non d'engagements formalisés.**

L'intersyndicale rappelle que **le rapport IGESR de janvier 2025, par son orientation générale, porte atteinte à l'identité, aux missions et aux corps de Jeunesse et Sports**, et qu'il ne doit pas servir de référence pour l'action ministérielle à venir. Les organisations syndicales attendent donc de la ministre **une position officielle, claire et écrite**, confirmant **l'abandon** des préconisations du rapport avec lesquelles nous sommes en désaccord.

L'intersyndicale réaffirme par ailleurs la nécessité que la ministre :

- **garantisse l'unité ministérielle**, intégrant les services et les établissements, la cohérence des politiques publiques et le respect des statuts des personnels ;
- **écarte tout projet de déstructuration ou de "différenciation"** contraire aux valeurs du service public ;
- **et présente une feuille de route politique claire et engageante**, fondée sur la consolidation des missions éducatives, sportives et associatives du ministère.

Dans un contexte marqué par les pressions budgétaires, la mission IGA/IGESR en cours (réorganisation des services territoriaux) et les débats sur la décentralisation, les personnels attendent des **actes concrets** et **des garanties écrites** pour conforter la place de Jeunesse et Sports au sein de l'État.

Pour l'intersyndicale de nombreux points de vigilance subsistent :

- De quelles marges dispose la Ministre **pour agir sur le niveau interministériel, face aux préfets et aux recteurs ?**
- Quelle sera sa capacité à **défendre le budget de son ministère et sur quelles missions ?**
- Quel **sera son poids politique** face au projet de loi sur la décentralisation **qui risque d'affecter son périmètre ministériel et le sort réservé à ses agents ?**
- Quel avenir pour les CREPS face aux collectivités, au vu de leur modèle économique ?
- Quel avenir pour la politique publique du sport avec l'ANS et son rôle dans la gestion directe des fonds par le ministère ?

Dans un contexte de tension et face à une intersyndicale unie, la Ministre a voulu apaiser. Elle a pris acte du boycott total du CSAM. Nous verrons quelle suite elle sera en capacité de donner à ses propos.

Nous demandons dès maintenant des audiences auprès de l'Elysée et de Matignon pour défendre nos positions.

La feuille de route et un engagement écrit sont demandés à la Ministre par l'intersyndicale.

Les organisations syndicales, **unies et vigilantes**, poursuivent leur action commune pour défendre un **ministère de plein exercice**, porteur de ses valeurs d'éducation, d'émancipation et d'engagement au service de la jeunesse, du sport et de la vie associative.

Paris, le 14 novembre 2025.